

## Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

---

**De :** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)>  
**Envoyé :** 30 avril 2020 à 20 h 08  
**À :** Crosby, Jordan (PS/SP)  
**C. c. :** McKenna, Isabella (PS/SP); Milech, Michael; Zimmerman, Shannon; Khalil, Samantha; Harris, Emily (SPAC/PSPC); Laycock, Tristan (SPAC/PSPC); Davis, Kathleen; [Adam.Austen@international.gc.ca](mailto:Adam.Austen@international.gc.ca)  
**Objet :** RE : Article de Global News sur les équipements de protection individuelle

Je me rends compte que les renseignements que vous avez envoyés précédemment correspondent justement à la déclaration que votre ministère a envoyée. Désolée pour la confusion, c'était très technique.

Avez-vous des phrases un peu moins techniques ou bureaucratiques que le premier ministre pourrait utiliser si on l'interroge de nouveau à ce sujet demain?

Mercedes a déclaré sur Twitter que la réponse que le premier ministre a fournie aujourd'hui n'était pas claire. Il serait utile d'avoir une réponse de haut niveau prête à l'emploi. Je pense que la question serait : « allez-vous ouvrir une enquête »? Nous pourrions répondre quelque chose comme : « pour l'instant, nous mettons l'accent sur la sécurité des personnes, mais il viendra un temps où nous sortirons de cette crise et nous pourrions alors réfléchir à ce qu'il aurait été possible de faire différemment, entre autres ».

Merci!

Sabrina Kim  
Conseillère en enjeux  
Bureau du premier ministre  
613-795-7803

Le 30 avril 2020, à 11 h 50, Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>> » a écrit :

D'accord, merci. Pourriez-vous me transmettre la déclaration que votre ministère a envoyée au journal Global?

**De :** Crosby, Jordan (PS/SP) <[jordan.crosby@canada.ca](mailto:jordan.crosby@canada.ca)<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>>  
**Envoyé :** Jeudi 30 avril 2020 à 11 h 49  
**À :** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>  
**C. c. :** McKenna, Isabella (PS/SP) <[isabella.mckenna@canada.ca](mailto:isabella.mckenna@canada.ca)<<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>>>>; Milech, Michael <[Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca)<<mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca>>>>; Zimmerman, Shannon <[Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca](mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca)<<mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca>>>>; Khalil, Samantha <[Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca)<<mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca>>>>; Harris, Emily (SPAC/PSPC) <[emily.harris@canada.ca](mailto:emily.harris@canada.ca)<<mailto:emily.harris@canada.ca>>>>; Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) <[tristan.laycock@canada.ca](mailto:tristan.laycock@canada.ca)<<mailto:tristan.laycock@canada.ca>>>>; Davis, Kathleen <[Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca)<<mailto:Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca>>>>; [Adam.Austen@international.gc.ca](mailto:Adam.Austen@international.gc.ca)<<mailto:Adam.Austen@international.gc.ca>>>>  
**Objet :** RÉP. : Article de Global News sur les équipements de protection individuelle

De la part du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)

1. Les conseils en matière de sécurité du SCRS sont considérés comme classifiés, de sorte qu'aucun détail les concernant ne peut être divulgué publiquement. Il est important de noter que, dans le contexte de son programme de filtrage des demandes d'immigration et de citoyenneté, le SCRS fournit des conseils en matière de sécurité à des partenaires tels qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada, en

application de l'article 34 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* seulement. La responsabilité de prendre une décision concernant l'admissibilité d'une personne incombe à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada ou à l'Agence des services frontaliers du Canada. Je vous recommande de communiquer avec ces organismes pour toute autre question.

2. Comme vous pouvez vous en douter, nous nous abstenons de commenter, de confirmer ou de nier publiquement les détails concernant nos enquêtes ou nos méthodes.

3. Selon la loi qui le régit, le SCRS a clairement pour mandat d'enquêter sur l'espionnage, le sabotage, le terrorisme, l'ingérence étrangère et la subversion, et nous continuerons d'utiliser les pouvoirs qui nous ont été conférés pour veiller à ce que le gouvernement du Canada reçoive des renseignements sur ces questions cruciales.

**De :** Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>

**Envoyé :** Jeudi 30 avril 2020 à 11 h 43

**À :** Crosby, Jordan (PS/SP) <[jordan.crosby@canada.ca](mailto:jordan.crosby@canada.ca)<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>>

**C. c. :** McKenna, Isabella (PS/SP) <[isabella.mckenna@canada.ca](mailto:isabella.mckenna@canada.ca)<<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>>>; Milech, Michael <[Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca)<<mailto:Michael.Milech@pmo-cpm.gc.ca>>>; Zimmerman, Shannon <[Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca](mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca)<<mailto:Shannon.Zimmerman@dpmo-cvpm.gc.ca>>>; Khalil, Samantha <[Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca)<<mailto:Samantha.Khalil@pmo-cpm.gc.ca>>>; Harris, Emily (SPAC/PSPC) <[emily.harris@canada.ca](mailto:emily.harris@canada.ca)<<mailto:emily.harris@canada.ca>>>; Laycock, Tristan (SPAC/PSPC) <[tristan.laycock@canada.ca](mailto:tristan.laycock@canada.ca)<<mailto:tristan.laycock@canada.ca>>>; Davis, Kathleen <[Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca)<<mailto:Kathleen.Davis@pmo-cpm.gc.ca>>>; [Adam.Austen@international.gc.ca](mailto:Adam.Austen@international.gc.ca)<<mailto:Adam.Austen@international.gc.ca>>

**Objet :** Article de Global News sur les équipements de protection individuelle

Je l'ajoute. Pourriez-vous me transmettre les réponses que vos services ont envoyées à Global News? Je vois quelques citations. J'essaie d'en savoir un peu plus à ce sujet. Vous pouvez m'appeler, au besoin :

- M. O'Toole a déclaré avoir la certitude que de hauts fonctionnaires canadiens avaient été avertis en janvier que la Chine amassait des EPI. Toutefois, au lieu de réagir à la menace, le gouvernement canadien a expédié 16 tonnes d'EPI en Chine.
- Entre-temps, le 26 janvier, le consulat général de Chine à Montréal a créé une équipe d'urgence en cas d'épidémie, afin d'amasser des EPI pour la Chine et il « a communiqué avec plus de 10 fonctionnaires du gouvernement canadien à trois niveaux ».
- M. O'Toole estime que les méthodes utilisées par Pékin pour amasser des EPI et la réaction du Canada devront faire l'objet d'une enquête nationale de grande ampleur, une fois que les risques sanitaires découlant du coronavirus se seront enfin dissipés.
- Des groupes du Front commun, y compris des membres de la Guangdong Federation, distribuent désormais des EPI à d'autres pays et aux « Chinois d'outre-mer ».

Merci,  
Sabrina

**De :** Crosby, Jordanie (PS/SP) <[jordan.crosby@canada.ca](mailto:jordan.crosby@canada.ca)<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>>

**Envoyé** : Jeudi 30 avril 2020 à 10 h 56

**À** : Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>

**C. c.** : McKenna, Isabella (PS/SP) <[isabella.mckenna@canada.ca](mailto:isabella.mckenna@canada.ca)<<mailto:isabella.mckenna@canada.ca>>>

**Objet** : RÉP. : Je suppose que vous avez vu ceci

Oui. Je l'ajoute.

**De** : Kim, Sabrina <[Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca](mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca)<<mailto:Sabrina.Kim@pmo-cpm.gc.ca>>>

**Envoyé** : Jeudi 30 avril 2020 à 10 h 45

**À** : Crosby, Jordan (PS/SP)

<[jordan.crosby@canada.ca](mailto:jordan.crosby@canada.ca)<<mailto:jordan.crosby@canada.ca>>>

**Objet** : Je suppose que vous avez vu ceci

Des groupes du Front commun au Canada ont aidé Pékin à constituer des stocks de fournitures de sécurité pour lutter contre le coronavirus

Par Sam Cooper

Le 30 avril 2020

À la mi-janvier, des consulats chinois au Canada et dans le monde ont lancé un appel urgent. La Chine craignait que le nouveau coronavirus qui sévissait à Wuhan soit mortel et infectieux au point que les infirmières et les médecins manquent de fournitures de sécurité.

Le pays avait besoin d'équipement de protection individuelle (EPI).

En six semaines seulement, la Chine a importé 2,5 milliards d'équipements de protection contre les épidémies, dont plus de deux milliards de masques de sécurité, selon les données du gouvernement chinois.

Cela soulève de profondes interrogations à plusieurs égards, disent les critiques, y compris le député conservateur Erin O'Toole.

La Chine a manifestement caché l'ampleur d'une pandémie qui mettait le monde en danger, tout en se procurant secrètement des EPI à bas prix. Cette opération « clandestine » a laissé « le monde sans aucune réserve d'EPI », a déclaré à Global News Jorge Guajardo, ancien ambassadeur du Mexique à Pékin.

En conséquence, à partir du mois de mars, après que la COVID-19 a fait le tour du monde, les pays qui avaient fourni des masques à la Chine en janvier et en février ont été contraints de rivaliser pour s'approvisionner auprès de la Chine.

Fin janvier, des sources dans les milieux industriels et militaires avertissaient les gouvernements occidentaux que la Chine semblait accaparer secrètement l'approvisionnement mondial en EPI, affirment M. O'Toole et M. Guajardo.

Néanmoins, les dirigeants du Canada n'ont rien fait, selon M. O'Toole.

« Une source m'a dit qu'en janvier, les services militaires et d'urgence étaient parfaitement au courant que la Chine constituait des stocks de masques et qu'elle en achetait littéralement autant que possible », a-t-il déclaré dans une entrevue avec notre journal. « Et nous savons [...] que de hauts fonctionnaires de Travaux publics Canada, fin janvier et début février, étaient eux aussi au courant de cette course aux EPI. »

Dans une enquête, nos journalistes ont examiné les méthodes troublantes et les acteurs clandestins ayant permis à Pékin d'accaparer discrètement l'approvisionnement mondial en EPI dans une opération de niveau étatique.

La Chine a mobilisé des canaux diplomatiques, des entreprises d'État et des associations communautaires de la diaspora chinoise qui subissent, dit-on, de plus en plus fortement l'influence du puissant Front commun Work Department (le Front commun ou UFWD) du président chinois Xi Jinping.

Par ailleurs, par l'intermédiaire de réseaux clandestins du Front commun, gérés par des consulats chinois dans des villes allant de Vancouver à Tokyo, en passant par Toronto, New York et Melbourne, le Parti communiste a incité des millions de « Chinois d'outre-mer » à acheter en gros des masques de type N95, afin de renvoyer « des lots de marchandises rares à la mère patrie ».

Aussi troublantes que puissent être les méthodes de la Chine, le constat s'alourdit lorsqu'on y regarde de plus près, car certains organismes ayant apparemment participé aux efforts du Front commun au Canada comptent parmi leurs

membres des personnes qui ont déjà fait l'objet d'une surveillance ou d'une enquête de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ou du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), selon des sources au sein de ces deux organismes.

L'opération d'importation d'EPI par la Chine a été présentée par les médias d'État comme un effort de guerre. La réussite de cette opération a été spectaculaire.

Selon un rapport du Congrès des États-Unis publié en avril, entre le 24 janvier et le 29 février, la Chine a augmenté sa production de masques et elle a subitement imposé des restrictions d'exportation à certaines entreprises étrangères installées en Chine, telles que le fabricant de masques canadien Medicom et le fabricant de masques états-uniens 3M.

Parallèlement, la Chine a importé 2,02 milliards de masques de sécurité, selon les registres douaniers de Pékin de mars 2020.

« Pour garantir un approvisionnement national suffisant afin de lutter contre la COVID-19 (ordonné par Pékin), les bureaux régionaux en Chine et à l'étranger ont collaboré avec les associations industrielles de la République populaire de Chine afin de donner la priorité à l'approvisionnement en fournitures provenant de sources mondiales », peut-on lire dans le rapport.

La demande mondiale de masques a été publiée sur des sites Web du DTFU et elle a été envoyée aux consulats chinois comptant parmi leurs employés des fonctionnaires du Front commun.

Les demandes ont été envoyées aux alentours du 14 et du 15 janvier, lorsque des fonctionnaires chinois ont reçu des instructions confidentielles de la part de M. Xi et que toutes les régions ont été averties de « se préparer et de réagir à une pandémie », selon des documents ayant filtré qui sont mentionnés dans une enquête du journal Associated Press. Le personnel hospitalier a quant à lui reçu l'ordre d'enfiler des équipements de protection.

M. Guajardo, ancien ambassadeur du Mexique à Pékin, a déclaré à Global News qu'au 23 janvier, lorsque la Chine a confiné la ville de Wuhan, il avait compris que Pékin se livrait à des importations massives d'EPI.

M. Guajardo, qui travaille à présent dans un cabinet de conseil à Washington, D.C., a déclaré avoir été contacté à la mi-janvier par une source de la chaîne d'approvisionnement et logistique mexicaine.

« Cette personne m'a dit : "tu sais, c'est amusant, je suis submergé d'ordres d'envoyer en Chine tous les masques de type N95 que je peux trouver" ».

Il a déclaré avoir effectué quelques vérifications aux États-Unis et en avoir conclu que le stock d'EPI disparaissait des magasins de détail par des « voies détournées ».

« Je me suis dit : "Oh, mon Dieu, ils achètent toutes les réserves de masques de type N95 dans le monde" », nous a confié M. Guajardo.

Il en était tellement convaincu qu'il a envoyé un message de mauvais augure sur Twitter le 27 janvier, prévoyant une pénurie imminente d'EPI en Amérique du Nord.

Inévitablement, une pénurie de quelque chose en Chine se répercute rapidement chez nous. Il n'y a plus de masques chirurgicaux dans la région de Washington, D.C. Je pense que les gens les achètent en gros pour les envoyer ou les vendre en Chine.

En mars, les masques vendus à la Chine en janvier et en février étaient revendus au Mexique à un prix 20 à 30 fois supérieur, selon M. Guajardo.

En outre, le Washington Post et CNN ont signalé en avril que les prix des EPI étaient parfois 1 000 % supérieurs à ceux observés début janvier.

« Cette pandémie a empiré à cause de la dissimulation initiale de la Chine », déplore M. Guajardo. « Et maintenant, la situation se complique encore du fait que la Chine laisse le monde sans aucun approvisionnement en EPI.

Ils ont lancé la pandémie et maintenant ils en profitent ».

M. Guajardo ajoute que, d'après son expérience avec la Chine, les masques qui sont revendus aujourd'hui ont des prix exorbitants et des défauts de qualité potentiels, mais les ententes connexes sont aussi assorties d'exigences politiques à plus long terme.

Le rapport du Congrès des États-Unis publié en avril fournit la même conclusion : « le gouvernement chinois peut débloquer de manière sélective certaines fournitures médicales à livrer à l'étranger, les pays bénéficiaires étant choisis en fonction de calculs politiques ».

La Chine a augmenté sa production d'EPI, tout en interdisant les exportations et en augmentant les importations, selon ce rapport.

Dans une entrevue, le député conservateur M. O'Toole a déclaré qu'au Canada, ses sources lui avaient envoyé les mêmes avertissements concernant les EPI en janvier que ceux que M. Guajardo a reçus de sources mexicaines et états-uniennes.

M. O'Toole a déclaré avoir la certitude que de hauts fonctionnaires canadiens avaient été avertis en janvier que la Chine amassait des EPI. Toutefois, au lieu de réagir à la menace, le gouvernement canadien a expédié 16 tonnes d'EPI en Chine.

M. O'Toole estime que les méthodes utilisées par Pékin pour amasser des EPI et la réaction du Canada devront faire l'objet d'une enquête nationale de grande ampleur, une fois que les risques sanitaires découlant du coronavirus se seront enfin dissipés.

« Le Parti communiste chinois a délibérément caché des renseignements sur l'épidémie pendant au moins plusieurs semaines, voire plusieurs mois », déclare M. O'Toole. « Non seulement il a laissé au monde moins de temps pour réagir, mais il a aussi minimisé la gravité potentielle de la menace. Les pays n'ont pas pris de décisions concernant les interdictions de vol et la [protection] des stocks d'EPI ».

Invité par le journal Global News à répondre à l'affirmation de M. O'Toole, un porte-parole de Santé publique Canada a déclaré qu'en janvier, des responsables ont commencé à surveiller le coronavirus en Chine et « ils ont commencé à collaborer avec Services publics et Approvisionnement Canada pour obtenir les fournitures nécessaires à la lutte contre une épidémie éventuelle au Canada ».

Selon des courriels internes de Santé publique Canada, le 31 janvier, la ministre Patty Hajdu a approuvé un don d'EPI à la Chine provenant de la réserve d'urgence du Canada, notamment « des produits qui [auraient été] périmés en février et en mars ». Le ministère a estimé que ce don ne compromettrait pas l'approvisionnement du Canada en EPI, selon ces courriels.

La semaine dernière, le premier ministre Justin Trudeau a reconnu que deux avions partis en Chine depuis le Canada pour ramener des EPI sont revenus vides.

Il a évoqué la congestion des aéroports chinois et les restrictions qui autorisent les avions à attendre le fret seulement pendant de courtes périodes. La Chine a toutefois qualifié d'« inexacte » la déclaration de M. Trudeau.

Les consulats chinois et les associations communautaires mentionnés dans le présent reportage n'ont pas encore répondu à nos questions.

« Chaque Chinois d'outre-mer est un guerrier »

Un examen de rapports officiels issus de médias d'État tels que Xinhua, de pages Web du DTFU en Chine et de rapports de groupes communautaires sino-canadiens liés au DTFU, a révélé des expéditions massives d'au moins 100 tonnes d'EPI du Canada vers la Chine en janvier et en février.

Les efforts ont été organisés par l'intermédiaire des consulats de Vancouver, de Toronto et de Montréal. À Vancouver et à Toronto, des associations d'entreprises officiellement liées au DTFU semblent avoir pris le commandement de la course mondiale aux masques de type N95, en amassant également les EPI d'autres pays et en les expédiant vers la Chine.

Un rapport daté du 2 février du média Xinhua détaille une facette de l'opération mondiale faisant participer des millions de migrants originaires de la région de Fujian, en Chine du Sud. Le rapport, qui porte le sous-titre « Tous les Chinois d'outre-mer sont des guerriers », regorge de descriptions militaristes aux airs de propagande.

« L'épidémie qui nous menace est apparue soudainement. Toutefois, notre personnel médical de première ligne, les membres et les cadres du parti, notre peuple, les Chinois de Fujian et les Chinois d'outre-mer nous confèrent une force majestueuse », peut-on lire dans ce rapport. « Les Chinois originaires de Fujian qui sont établis dans des dizaines de pays sur les cinq continents ont joint cette bataille invisible [...] ils ont voyagé jour et nuit et ils ont couru contre la montre pour renvoyer des lots de fournitures rares à la mère patrie. »

Le rapport met l'accent sur la chambre de commerce Fuqing de Toronto. Il s'agit de l'un des groupes qui ont participé à un rassemblement démocratique hostile à Hong Kong lié au DTFU à Markham, en Ontario, à l'été 2019.

Selon le rapport du média Xinhua, le président de la chambre de commerce Fuqing s'est envolé pour la Chine en janvier, avant le festival du printemps chinois.

Toutefois, après avoir « constaté que les fournitures se raréfiaient, il a pris un vol pour Toronto afin d'aider à l'achat [de masques] », peut-on lire dans ce rapport.

Il n'y est fait aucune mention des risques potentiels en matière de COVID-19 que présentait le voyage du président de la chambre de la Chine vers Toronto au moment du festival du printemps, période à laquelle le gouvernement chinois aurait signalé en interne le risque élevé de propagation de la pandémie. Néanmoins, rien n'indique qu'il connaissait à l'époque les risques liés à un voyage en cas de pandémie, car le Canada et l'Organisation mondiale de la Santé ne déconseillaient pas les voyages de la Chine vers le Canada.

Selon le rapport, que notre journal n'a pas pu vérifier de manière indépendante, après que le président de la chambre a atterri à Toronto par une température de -25°C, il a immédiatement pris place dans un véhicule et s'est rendu au siège de la chambre Fuqing pour donner un ordre : « Achetez [des EPI] de manière cloisonnée. Agissez maintenant! »

« [Immédiatement], près d'une centaine de Chinois d'outre-mer se sont rendus à la chambre de commerce », peut-on lire dans le rapport.

Dans les jours qui ont suivi, 200 membres ont parcouru l'Ontario pour acheter des fournitures médicales, selon le rapport, tandis qu'en Chine, un responsable « a collaboré avec le DTFU de Fujian et les douanes de Fujian », ainsi qu'avec diverses compagnies aériennes chinoises, afin d'organiser la réception des « fournitures médicales en provenance du Canada ».

Selon le média Xinhua, les membres de la chambre de commerce Fuqing de Toronto ont expédié des EPI en Chine par l'intermédiaire du DTFU. Nous n'avons pas pu communiquer avec le président de cette chambre pour recueillir ses commentaires.

Les rapports signalant des livraisons de quantités importantes d'EPI en provenance de Toronto sont corroborés par des rapports du bureau de Toronto de l'entreprise Hainan Airlines (HNA).

Selon ces derniers rapports, le 25 janvier, l'entreprise HNA a « répondu à l'appel de l'État » en transférant en Chine des chargements d'EPI qui avaient été donnés par « des services gouvernementaux étrangers, des organisations caritatives, des organisations sociales et des Chinois d'outre-mer ». À la mi-février, elle avait livré à la Chine 56 tonnes d'EPI en provenance de Toronto, toujours selon ces rapports.

De son côté, le 26 janvier, le consulat général de Chine à Montréal a créé une équipe d'urgence en cas d'épidémie, afin d'amasser des EPI pour la Chine, et « il a communiqué avec plus de dix responsables du gouvernement canadien à trois niveaux ».

Par l'intermédiaire d'entreprises et de « groupes de Chinois et d'étudiants d'outre-mer », le consulat de Montréal a aidé des dizaines de groupes à transporter par avion plus de 30 tonnes de masques et de vêtements de protection vers plusieurs villes chinoises, selon des rapports de l'État chinois.

En outre, le 23 janvier à Vancouver, Yongtao Chen, promoteur immobilier et président de la Canadian Alliance of Chinese Associations (CACA), a été alerté par le consulat chinois du besoin désespéré d'EPI à Wuhan, selon des rapports de l'État chinois.

L'Alliance est un groupe du DTFU exerçant des « fonctions de contrôle » au Canada, selon Chen Yonglin, ancien diplomate chinois qui s'est enfui en Australie.

Elle est par ailleurs membre du Bureau des affaires chinoises d'outre-mer du DTFU, un organe dont Pékin se sert pour influencer la diaspora chinoise, selon la U.S.-China Economic and Security Review Commission de 2018.

Les dirigeants de l'Alliance ont collaboré avec le consulat de Vancouver, par l'intermédiaire d'un groupe de discussion WeChat sur la lutte contre l'épidémie, pour collecter des fonds et organiser l'achat d'EPI au Canada et ailleurs, selon un rapport publié le 31 janvier sur un site Web lié à ce groupe.

« La réunion conjointe a permis, au moyen de plusieurs canaux, de mettre la main sur des vêtements de protection, du désinfectant, des masques et d'autres matériaux de protection, ainsi que de renforcer les arrangements pour leur expédition à Wuhan », peut-on lire dans ce rapport.

Les enquêtes du SCRS et de la GRC

Au moins un des groupes dirigés depuis Vancouver ayant apparemment participé à la campagne de Pékin concernant les EPI aux côtés de l'Alliance, la Guangdong Overseas Chinese Federation, compte des membres qui avaient attiré l'attention au Canada lors d'enquêtes en matière de sécurité nationale ou d'application de la loi, selon des sources ayant connaissance des dossiers de la GRC et du SCRS. Nous n'avons pas pu communiquer avec les dirigeants de cette fédération pour obtenir leurs commentaires.

Un rapport daté du 23 mars de la All-China Federation of Returned Chinese Overseas, décrit les efforts déployés par la fédération, laquelle compte des membres dans 131 pays. Dans ce rapport, il est fait mention du dirigeant Ruji Feng, président de l'association Canada Chao Shan à Vancouver, qui aurait déclaré que « les communautés locales coopèrent activement avec les ambassades et les consulats pour promouvoir [la démarche] et communiquer avec tous les groupes communautaires de Chinois d'outre-mer, afin de préparer des fournitures médicales diverses ».

Le groupe de M. Feng a également aidé la CACA à transporter par avion 60 boîtes d'EPI depuis Manille, aux Philippines, vers la Chine, peut-on y lire.

Un homme qui a répondu au numéro de téléphone de l'association Canada Chao Shan à Vancouver a déclaré à notre journal ne pas être lié à cette association et ne pas pouvoir communiquer avec un directeur à même de commenter cette affaire.

En examinant des dossiers des Panama Papers concernant les services bancaires extraterritoriaux et des dossiers de tribunaux civils et criminels de la Colombie-Britannique, nous avons découvert que certains membres de l'association Canada Chao Shan, qui résident pour la plupart à Vancouver, mais aussi dans le sud de la Chine, sont liés à des activités financières clandestines alléguées.

En 2003, l'un des membres de Vancouver, Xun Chuang, a été condamné à 18 mois de prison avec sursis pour avoir produit des stupéfiants, ainsi qu'à 10 ans d'interdiction du port d'armes à feu, selon les casiers judiciaires de la Colombie-Britannique. Par ailleurs, d'après des sources et des dossiers de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, Xun Chuang et son adresse d'officier de l'association Canada Chao Shan sont liés à des suspects visés par l'enquête E-Pirate de la GRC, la plus grande enquête jamais menée au Canada sur le blanchiment d'argent dans des casinos et des banques clandestins.

Nous n'avons pas pu trouver M. Chuang pour recueillir ses commentaires par l'intermédiaire du cabinet d'avocats qui a traité l'une des affaires de prêt immobilier le concernant. Il n'a pas été nommé comme suspect ou accusé dans l'enquête E-Pirate.

Les suspects en relation avec M. Chuang auraient participé à des opérations de prêts immobiliers et de prêts usuraires de casinos en lien avec un trafic de drogue et des activités bancaires clandestines à Richmond, en Colombie-Britannique, et en Chine continentale.

Néanmoins, les accusations de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale dans l'enquête E-Pirate ont été suspendues avant que les suspects ne passent en jugement, en raison d'erreurs de divulgation des preuves commises par les procureurs fédéraux. Les allégations n'ont pas été prouvées.

Le groupe Canada Chao Shan et certains de ses associés sont connus des agents du SCRS, nous a confirmé une source dont nous ne révélerons pas l'identité.

Des réseaux clandestins semblables du DTFU ont fait l'objet d'une enquête en Australie, où le gouvernement a mis en place des interdictions d'exportation d'EPI le 29 mars, après que plusieurs promoteurs immobiliers chinois ont envoyé bien plus de 82 tonnes d'EPI en Chine, selon un rapport du Congrès des États-Unis.

L'un des groupes du DTFU basé en Chine du Sud est lié à des allégations de crime organisé et d'activités suspectes de « séjours éclair dans des casinos », a signalé le journal Sydney Morning Herald.

En outre, les groupes du DTFU Guangdong Federation et Chao Shan actifs en Australie sont également liés à des dirigeants de groupes canadiens, selon des comptes-rendus de réunion du DTFU chinois. Xiangmo Huang, un éminent dirigeant du DTFU au sein de la Guangdong Federation, promoteur immobilier milliardaire et joueur de casino, a été interdit d'accès à l'Australie en 2018 pour des raisons de sécurité nationale.

Alex Joske, expert du DTFU et chercheur à l'institut de politique stratégique de l'Australian Strategic Policy Institute, a déclaré que la All-China Federation of Returned Chinese Overseas, dont font partie la Guangdong Federation du Canada et celle d'Australie, est un élément de plus en plus important de la stratégie de contrôle de la diaspora par le DTFU du président chinois M. Xi.

M. Joske a déclaré à notre journal que le Parti communiste chinois se sert du crime organisé et des groupes du Front commun à l'étranger à des fins stratégiques.

« En Australie, nous avons observé un chevauchement entre les opérations d'influence politique, les agences de renseignement et le crime organisé », explique-t-il. « Par exemple, un agent de voyages éclair dans les casinos, personnalité criminelle présumée, peut également diriger des groupes qui rendent des comptes au DTFU et recueillent des renseignements sur des hommes politiques ».

Jonathan Manthorpe, auteur canadien et expert du DTFU, signale que beaucoup pensent qu'Ottawa a interdit les visas de 200 fonctionnaires de la Guangdong Federation souhaitant se rendre à Vancouver en 2018 pour des raisons de sécurité nationale. Cependant, le SCRS a refusé de nous confirmer s'il avait conseillé ou non au gouvernement d'interdire ces visas.

Dans une entrevue, M. Manthorpe a déclaré à notre journal que M. Xi a considérablement augmenté les ressources du Front commun, qu'il qualifie d'« arme magique ».

« LE DTFU est, pour le dire très simplement, une opération de guerre politique », affirme M. Manthorpe. « Il est présent dans toutes les ambassades et tous les consulats du Canada. »

En outre, les agents du Front commun qui sont implantés dans des consulats chinois du monde entier créent et prennent en charge « des groupes apparemment inoffensifs, mais la plupart d'entre eux font partie de communautés ethniques chinoises non seulement au Canada, mais aussi dans tous les pays où vivent aujourd'hui les membres de la diaspora chinoise, à savoir environ 50 millions de personnes », explique-t-il.

Selon lui, un aspect particulièrement troublant de la mobilisation massive des immigrants chinois pour la collecte d'EPI du DTFU est la « capacité du Parti communiste chinois d'imposer une discipline et d'exiger une loyauté patriotique ».

« Pour moi, il est tout à fait inadmissible que des Canadiens soient intimidés et soumis à des pressions dans leur propre pays par des agents étrangers », déclare M. Manthorpe. « Ce sont des atteintes à notre souveraineté et à notre intérêt national. Ce sont aussi des agressions contre nos citoyens. Nous ne devrions pas permettre cela ».

Des responsables chinois ont toutefois réfuté les critiques selon lesquelles leur pays accaparerait l'approvisionnement mondial en EPI, affirmant que depuis que la Chine a vaincu la menace du coronavirus en interne, des groupes du Front commun, dont des membres de la Guangdong Fédération, distribuent désormais des EPI à d'autres pays et aux « Chinois d'outre-mer ».

« Il est entendu qu'à l'heure actuelle, la Guangdong Overseas Chinese Federation coordonne également de manière active un groupe chargé de faire don de masques et d'autres matériaux de lutte contre les épidémies à des groupes de Chinois d'outre-mer, dans des zones fortement touchées par l'épidémie en Italie, en Espagne, aux États-Unis, au Pérou et au Royaume-Uni, dans l'espoir de pallier la pénurie actuelle de matériaux de lutte contre les épidémies pour les Chinois d'outre-mer », peut-on lire dans un rapport du DTFU daté du 23 mars.

Alors que les acteurs du Front commun sont dans le collimateur du SCRS depuis 1998, selon M. Manthorpe, les réseaux se développent rapidement au Canada sous le régime de M. Xi.

Par ailleurs, le niveau de menace actuel a été résumé dans un rapport du SCRS de 2018, dans lequel on peut lire ce qui suit : « les activités du Front commun du Parti communiste chinois comprennent la cooptation des élites, la gestion de l'information, la persuasion et l'accès à des renseignements et à des ressources stratégiques. Cet organisme sert fréquemment d'outil de simplification des activités d'espionnage ».

La Chine refuse de reconnaître que le DTFU sert à des fins d'espionnage, et les consulats chinois au Canada n'ont pas répondu à nos questions pour les besoins du présent article.

John Townsend, responsable des relations avec les médias du SCRS, n'a pas répondu directement à la question de savoir si l'agence de sécurité nationale était susceptible d'enquêter sur les opérations d'exportation d'EPI auxquelles auraient participé des groupes du Front commun au Canada tels que l'association Canada Chao Shan.

« Selon la loi qui le régit, le SCRS a clairement pour mandat d'enquêter sur l'espionnage, le sabotage, le terrorisme, l'ingérence étrangère et la subversion, et nous continuerons d'utiliser les pouvoirs qui nous ont été conférés pour veiller à ce que le gouvernement du Canada reçoive des renseignements sur ces enjeux cruciaux », nous a-t-il dit.

Sabrina Kim

Issues Advisor / Conseillère en enjeux

Office of the Prime Minister/ Cabinet du premier ministre

613-795-7803